



Cellule d'Analyse de Politiques
Economiques du CIRES



RAPPORT D'ACTIVITE 2009

Février 2010

Financée par la Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique / African Capacity Building Foundation (ACBF)
et par l'Etat de Côte d'Ivoire - CC N° 0227945C

08 BP 1295 Abidjan 08 - Tél. : (225) 22 44 41 24 - Fax : (225) 22 48 51 68
E-mail : capec@afnet.net - www.capec-ci.org / Sise au CIRES, Bd. Latrille, près du Lycée Classique d'Abidjan

INTRODUCTION

Le Programme d'activité pour l'année 2009 a été élaboré en décembre 2008. Il a été soumis à l'appréciation du Comité de Pilotage qui l'a adopté lors de sa réunion ordinaire du 23 décembre 2008. Il a été ensuite soumis à la Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique (ACBF) qui a demandé que le budget soit révisé à la baisse. Ainsi le budget modifié a été de 348 546 250 (trois cent quarante huit millions cinq cent quarante six mille deux cent cinquante francs CFA) contre 422 978 100 (quatre cent vingt deux millions neuf cent soixante dix mille francs CFA) initialement prévu.

L'avis de non objection de l'ACBF et l'autorisation de la mise en œuvre du programme d'activité 2009 ont été obtenus le 09 mars 2009 et le programme révisé a été adopté par le Comité de Pilotage lors de sa réunion ordinaire du 10 mars 2009. Les activités prévues dans ce programme ont été retenues en tenant compte des missions de la CAPEC mais aussi de l'environnement social, politique et économique du pays ainsi que des priorités économiques des décideurs.

Ainsi les activités de renforcement des capacités et les thèmes des études et recherches sont élaborés en tenant compte des préoccupations du gouvernement extériorisées dans le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté et du contexte de sortie de crise. Elles sont aussi programmées en prenant en compte le contexte national et international marqué par le processus de sortie de crise et le retour des bailleurs de fonds et la crise financière. Enfin, le programme d'activité de 2009 a été élaboré en tenant compte des besoins et des souhaits exprimés par les administrations publiques et privées lors des rencontres informelles ou formelles avec la direction de la CAPEC.

Ce rapport fait le point des activités qui ont été réalisées de janvier à décembre 2009. Il comprend cinq sections. La première section fait le point des réalisations des activités traditionnelles de la CAPEC, la deuxième présente le point des activités de communication et de la visibilité du projet, la troisième section présente les autres activités réalisées en 2009, la quatrième et cinquième section sont consacrées respectivement à l'exécution budgétaire et à l'analyse des performances de la CAPEC en 2009.

I- ACTIVITES ANNUELLES DE LA CAPEC

Les activités annuelles de la CAPEC peuvent être regroupées en trois sous groupes suivants :

- 1- Promotion
- 2- Activités traditionnelles de la CAPEC ;
- 3- Activités de communication et de visibilité ;
- 4- Autres activités ;

1.1- Promotion

Trois chercheurs de la CAPEC se sont présentés au concours d'Agrégation organisé en novembre 2009 à Cotonou au Bénin. Les résultats sont les suivants :

- Deux agrégés : Professeur Wautabouna OUATTARA (Chercheur sénior) et Professeur BALLO Zié (chercheur junior).
- Un sous admissible : Dr. AHOURE Alban Alphonse E.

Le Directeur de la CAPEC, Professeur Aké G. M. N'GBO, a été élu membre de l'Académie des Sciences, des Arts, des Cultures d'Afrique et des Diasporas (ASCAD). Il a été reçu à l'Académie le 8 octobre 2009.

1.2- Activités traditionnelles de la CAPEC

Les activités traditionnelles du programme de l'année 2009 s'articulent autour de sept (7) rubriques : (1) les études et recherches, (2) les publications, (3) la formation, (4) les séminaires de dissémination des résultats des études et recherches, (5) les activités d'appui à l'administration, (6) les consultations, et (7) les études et recherches à titre onéreux. Les sous sections ci-dessous présentent, pour chaque rubrique, le point des activités réalisées de janvier à décembre 2009.

1.2.1 Etudes et recherches

Au titre des études et recherches du programme interne de la CAPEC, les chercheurs seniors réalisent, chaque année, trois études et les chercheurs juniors en réalisent deux. Ces études sont publiées dans *Politique Economique et Développement (PED)*. Le PED s'accompagne d'un *Bulletin de Politique Economique et Développement (BUPED)* et de deux *Lettre de Politique Economique (LPE)*. Pour l'année 2009, sept (7) études étaient inscrites au programme d'activité initial au titre de la recherche interne. Trois nouvelles ont été ajoutées après le recrutement de trois nouveaux chercheurs au cours de l'année. Les thèmes des études retenues sont reportés dans le tableau 1 ci-après :

Tableau 1 : Thèmes des études retenues pour l'année 2009

NO ordre	Thèmes
1	La dépendance démographique est-elle un obstacle à l'épargne et à la croissance en Côte d'Ivoire ?
2	Impact des politiques fiscales sur les recettes fiscales et la croissance en Côte d'Ivoire
3	Impact de la Crise de 2002 sur le Pouvoir d'Achat en Côte d'Ivoire
4	Bilan diagnostic de la politique rizicole en Côte d'Ivoire
5	Analyse de l'impact de la crise sur le secteur de l'éducation dans les zones Centre, Nord, Ouest
6	Faut-il prolonger l'âge de la retraite en Côte d'Ivoire ?
7	Participation du privé et fourniture de l'eau et de l'électricité en Côte d'Ivoire : Bilan et perspectives
8	La contribution des IDE à la croissance « pro-pauvre » en Côte d'Ivoire : une analyse en équilibre général micro simulé.
9	Analyse des déterminants de l'employabilité des femmes en Côte d'Ivoire.
10	Les déterminants de la participation politique en Côte d'Ivoire : le cas du vote.

Neuf études ont été réalisées sur les dix qui sont programmées, soit un taux d'exécution de 90%. Les PED, les BUPED et LPE qui y sont associés sont en cours de validation. L'étude non encore achevée est « Analyse de l'impact de la crise sur le secteur de l'éducation dans les zones Centre, Nord, Ouest ».

1.2.2 Publications

Trois supports de publication permettent de valoriser les études réalisées les chercheurs et les consultants de la CAPEC :

- le Document de travail est publié sous l'appellation "Politique Economique et Développement" (PED). Il rend compte des résultats des études et recherches dans leur intégralité;
- le Bulletin de Politique Economique et Développement (BUPED) qui résume en une vingtaine de pages au plus et sans les détails techniques, les conclusions et recommandations des études ;
- la Lettre de Politique Economique (LPE) qui rend compte de l'essentiel des résultats des recherches et des recommandations de politique économique qui en découlent. Elle est aussi utilisée comme support pour les chroniques économiques.

De janvier à décembre 2009, onze (12) Politique Economique et Développement (PED), onze (12) Bulletin de Politique Economique et Développement (BUPED) et vingt trois (25) Lettres de Politique Economique (LPE) ont été publiées. La liste des documents publiés en 2009 est contenue dans les tableaux 2, 3 et 4 ci-après.

Tableau 2 : Liste des « Politique Economique et Développement » publiés en 2009

Titre des publications	Références
La dimension sociale du développement durable en Côte d'Ivoire : le rôle de la croissance et des dépenses sociales.	PED 01/08
Analyse de la consommation d'énergie et gestion durable en Côte d'Ivoire	PED 02/08
Bilan diagnostique de l'industrie ivoirienne	PED 03/08
Décentralisation en Côte d'Ivoire : un bilan du fonctionnement des Conseils généraux et Districts	PED 04/08
Evaluation des effets de la fiscalité indirecte sur les prix et le bien-être des populations en Côte d'Ivoire	PED05/08
Structure du marché national du café-cacao et prix au producteur	PED 06/08
La crise des « subprime » aux Etats-Unis et les économies des pays de l'UEMOA : une évaluation économétrique à partir de la BRVM	PED 07/08
Epargne, Investissement et Croissance Economique en Côte d'Ivoire et Conséquences pour l'Action des Pouvoirs Publics.	PED 08/08
Analyse rétrospective de l'équité sociale et esquisse d'image à long terme de la société ivoirienne.	PED 09/08
Dynamique des recettes du café et du cacao en Côte d'Ivoire.	PED 10/08
Analyse de l'efficacité économique en Côte d'Ivoire	PED 11/08
Le service universel dans la fourniture d'eau et d'électricité en Côte d'Ivoire	PED 12/08

Tableau 3 : Liste des « Bulletin de Politique Economique et Développement » publiés en 2009

Titre des publications	Références
La dimension sociale du développement durable en Côte d'Ivoire : le rôle de la croissance et des dépenses sociales.	BUPED 01/08
Pour une consommation durable de combustibles domestiques en Côte d'Ivoire	BUPED 02/08
Bilan diagnostic de l'industrie ivoirienne	BUPED 03/08
Décentralisation en Côte d'Ivoire : un bilan du fonctionnement des Conseils généraux et Districts	BUPED 04/08
Evaluation des effets de la fiscalité indirecte sur les prix et le bien-être des populations en Côte d'Ivoire	BUPED 05/08
Structure du marché national du café-cacao et prix au producteur	BUPED 06/08
La crise des « subprime » aux Etats-Unis et les économies des pays de l'UEMOA : une évaluation économétrique à partir de la BRVM	BUPED 07/08
Epargne, Investissement et Croissance Economique en Côte d'Ivoire et Conséquences pour l'Action des Pouvoirs Publics.	BUPED 08/08
Analyse rétrospective de l'équité sociale et esquisse d'image à long terme de la société ivoirienne.	BUPED 09/08
Dynamique des recettes du café et du cacao en Côte d'Ivoire.	BUPED 10/08
Analyse de l'efficacité économique en Côte d'Ivoire	BUPED 11/08
Le service universel dans la fourniture d'eau et d'électricité en Côte d'Ivoire	BUPED 12/08

Tableau 4 : Liste des « Lettre de Politique Economique » publiées en 2009

Titre des publications	Références
Dépenses publiques d'éducation et de santé et indicateurs sociaux en Côte d'Ivoire : une analyse rétrospective 1980-2005	LPE 01/08
Croissance économique et développement social en Côte d'Ivoire (1980-2005)	LPE 02/08
Pour une gestion durable de la ressource ligneuse.	LPE 03/08
Pour une transition vers les combustibles propres.	LPE 04/08
Analyse des politiques industrielles en Côte d'Ivoire	LPE 05/08
Structure et performance de l'industrie ivoirienne durant la crise sociopolitique	LPE 06/08
Une analyse des dépenses des Conseils généraux et Districts de Côte d'Ivoire.	LPE 08/08
Une analyse des recettes des Conseils généraux et Districts de Côte d'Ivoire.	LPE 09/08
L'incidence de la fiscalité sur les prix des biens et services en Côte d'Ivoire.	LPE 10/08
L'impact des taxes indirectes sur le bien-être des populations en Côte d'Ivoire.	LPE 11/08
L'intégration verticale du transformateur dans les filières café et cacao est-elle bénéfique aux paysans ?	LPE 12/08
Effet pro-concurrentiel des coopératives exportatrices : une évidence dans les filières café et cacao en Côte d'Ivoire.	LPE 13/08
La crise financière aux Etats-Unis et les économies des pays de l'UEMOA : transmission et mesures.	LPE 14/08
Les effets de la crise financière aux Etats-Unis sur le marché financier de l'UEMOA	LPE 15/08
Dynamique des recettes du café et du cacao en Côte d'Ivoire.	LPE 16/08
De la CAISTAB à la libéralisation de la filière Café-cacao en Côte d'Ivoire	LPE 17/08
Quatre scénarios prospectifs de la société ivoirienne à l'horizon 2030	LPE 18/08
Rétrospective de l'équité sociale en Côte d'Ivoire	LPE 19/08
Epargne, Investissement et Croissance Economique en Côte d'Ivoire et Conséquences pour l'Action des Pouvoirs Publics.	LPE 20/08

Déterminants de l'Investissement Privé en Côte d'Ivoire.	LPE 21/08
Analyse de l'efficacité des entreprises en Côte d'Ivoire : une approche par la frontière de production.	LPE 22/08
Analyse de l'efficacité allocative en Côte d'Ivoire : une approche par la frontière de coût.	LPE 23/08
Le service universel dans la fourniture d'eau	LPE 24/08
Le service universel dans la fourniture d'électricité	LPE 25/08

Toutes les études réalisées et qui ont fait l'objet de publication sont mis en ligne sur le site de la CAPEC (<http://www.capec-ci.org>). Elles peuvent être consultées par les personnes intéressées.

En plus des publications traditionnelles, la CAPEC a soumis à un éditeur, en 2009, un ouvrage sur l'économie ivoirienne pour sa publication.

1.1.3 Formation

L'activité de formation de la Cellule d'Analyse de Politiques Economiques du CIRES comporte deux volets : la formation destinée aux personnels de la CAPEC (chercheurs et personnel d'appui) et celle en direction des cadres de l'Administration publique, du secteur privé, de la société civile et des membres des Institutions de la République.

Huit (8) ateliers de renforcement des capacités des cadres ont été programmés au titre de l'année 2009. Ces ateliers ont été tous organisés. Ils ont porté sur les thèmes suivants :

- Statistiques et la politique de sécurité
- Processus d'élaboration des projets à inscrire au programme d'investissement public
- Système de gestion par les résultats
- Analyse et interprétation des indicateurs économiques
- Décentralisation en Côte d'Ivoire : un bilan du fonctionnement des conseils généraux et Districts
- Les méthodes d'évaluation des programmes de développement
- Pratique de la prospective et de la planification
- Circuit de l'exécution de la dépense publique.

L'atelier de formation sur la « statistique et politique de sécurité » a été organisé à l'attention exclusivement des cadres du Centre de Commandement des Opérations de Sécurité (CECOS). La formation au processus d'élaboration des projets à inscrire au programme d'investissements publics a été dispensée aux cadres des structures chargées de coordonner les activités de programmation des investissements publics des Ministères et Sociétés d'Etat. Les participants à l'atelier sur le « système de gestion par les résultats » ont été des cadres de l'administration, des sociétés d'Etat, des entreprises privées, des syndicats, etc. Le quatrième atelier a réuni des cadres de la société civile, du secteur privé, des syndicats, des ONG et de la presse écrite et audiovisuelle. L'atelier sur la décentralisation en Côte d'Ivoire a regroupé les responsables des conseils généraux et des Districts. Les méthodes d'évaluation des programmes de développement et la pratique de la prospective et de la planification ont été

dispensées aux cadres de l'administration publique, du secteur privé et de la société civile. Enfin l'atelier sur le circuit de l'exécution de la dépense publique a été organisé à l'attention des honorables députés et des conseillers économiques et sociaux.

En 2009, 270 participants ont été formés, soit 14 de plus que ce qui était prévu dans le programme d'activité. Leur répartition par thème et par genre est résumée dans le tableau ci-après.

Tableau 5 : Effectif des participants par atelier et leur répartition par genre

Thèmes	Date	Nombre de participants		
		Hommes	Femmes	Total
Statistiques et politique de sécurité	20-21 avril	34	0	34
Processus d'élaboration des projets à inscrire au programme d'investissements publics	22-23 avril	32	10	42
Système de gestion par les résultats	25-26 mai	18	13	31
Analyse et interprétation des indicateurs économiques	27-28 mai	33	2	35
Décentralisation en Côte d'Ivoire : un bilan du fonctionnement des conseils généraux et Districts	7-8 septembre	38	1	39
Les méthodes d'évaluation des programmes de développement	9-10 septembre	34	4	38
Pratique de la prospective et de la planification	26-27 octobre	21	4	25
Circuit de l'exécution de la dépense publique	28-29 octobre	25	1	26
Total		235	35	270

Concernant le renforcement des capacités des chercheurs, une grande Conférence a été organisée à leur profit le 19 juin 2009. Elle a porté sur « **L'Economie de l'innovation** » et a été animée par le Professeur Eric AVENEL, de la faculté des Sciences Economiques et de Gestion de l'Université Pierre-Mendès-France de Grenoble en France.

En outre, le Directeur de la CAPEC et deux chercheurs ont participé du 03 au 06 Août 2009 à un atelier de formation sur les méthodes d'évaluation des programmes de développement. Cet atelier qui a eu lieu à Dakar au Sénégal a été organisé par l'Université des Nations Unies et le Consortium pour la Recherche Economique et Social (CRES).

Un séminaire de restitution sur le thème a été organisé à l'attention des autres chercheurs de la CAPEC. Ce qui a permis aux chercheurs de la CAPEC d'animer l'atelier sur les méthodes d'évaluation des programmes de développement.

1.1.4 Séminaire de dissémination des résultats des études

Un séminaire de dissémination a été organisé le 17 décembre 2009, au Golf Hôtel d'Abidjan, pour présenter au public les résultats des études des chercheurs de la CAPEC (cf. programme en annexe). Le séminaire a été parrainé et présidé par le Ministre d'Etat, Ministre du plan et du Développement qui a rehaussé de sa présence effective la cérémonie d'ouverture.

Le thème générique du séminaire était : la croissance économique en Côte d'Ivoire : déterminants, financement et impact sur la pauvreté. Trois communications, basées sur les PED, les BUPED et les Lettre de Politique Economique, ont été présentées lors du séminaire. Il s'agit de :

- 1- Dépenses publiques, niveau de vie et croissance économique en Côte d'Ivoire présentée par Dr. KEHO Yaya. Dans cette communication l'auteur s'est appesanti sur le rôle des investissements publics dans la promotion de l'investissement privé en Côte d'Ivoire, sur les effets des actions discrétionnaires des politiques budgétaires sur la croissance économique et sur la relation entre Investissements publics, niveau de vie et croissance économique en Côte d'Ivoire. La communication a été préparée sur la base des PED n° 112, 131 et 133, des BUPED n° 62, 79 et 81 et des LPE n° 82, 113, 116 et 117.
- 2- Investissements, Pauvreté et croissance en Côte d'Ivoire. Cette communication a été faite par Dr. ESSO Loesse Jacques. L'auteur a analysé le rôle des investissements directs étrangers dans la croissance économique en Côte d'Ivoire. Il a traité du développement financier et des inégalités de revenu en Côte d'Ivoire et aborder le problème de croissance économique en pro-pauvre. Les PED n° 111, 117 et 139, les BUPED n° 61, 68 et 81 et les LPE n° 80, 92, 128 et 129 ont servis de document de base pour la communication de Dr. Esso.
- 3- Politiques publiques et croissance économique en Côte d'Ivoire par Dr. NGARESSEUM Deuro. Trois thèmes ont été abordés dans cette communication, notamment le secteur public et la croissance économique, déficit budgétaire, croissance et inflation et Inflation et croissance économique en Côte d'Ivoire. La communication a été préparée à partir des PED n° 122, 124 et 135, les BUPED n° 73, 75 et 81 et les LPE n° 102, 107 et 120.

Les communications ont été suivies d'échanges avec le public présent. Les modérateurs étaient : Professeur PEGATIENAN Hey Jacques, Secrétaire permanent du Bureau National de la Prospective, Ministère d'Etat, Ministère du Plan et du développement, Monsieur TANOI Olivier, Secrétaire permanent du CNPE, Ministère de l'Economie et des finances et le Professeur Mama OUATTARA, Directeur du CIRES.

Les communications ont été précédées de la présentation d'un film institutionnel sur la CAPEC au public.

1.5 Activités d'appui à l'Administration

La CAPEC continue de participer à l'élaboration du Programme pays pour le renforcement des capacités, en tant que membre du comité technique et point focal de l'ACBF.

A la demande de la Convention de la Société Civile, le Directeur Adjoint de la CAPEC a participé aux journées de consensus national en qualité de personne ressource.

1.6 Consultations

La CAPEC a prévu, dans son programme d'activité 2009, de confier des études à des consultants, compte tenu de l'effectif réduit des chercheurs. Le recrutement de deux chercheurs juniors et d'un chercheur sénior en juin 2009 a permis de résoudre le problème. Aucune étude n'a donc été confiée à un consultant extérieur en 2009.

1.7 Etudes et recherches à titre onéreux

En Août 2009, la cellule d'Analyse de Politique Economique du CIRES a soumissionné à deux appels d'offres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) pour des études. Une des études concerne « l'évaluation de la concurrence dans le secteur des transports dans l'espace UEMOA » et l'autre la réalisation d'une « étude dans le secteur du ciment ». La Cellule a, par ailleurs, soumissionné à un appel à manifestation d'intérêt publié par la Banque Mondiale pour une étude Action-Recherche sur la prévention de la violence urbaine en Côte d'Ivoire.

Deux des propositions de recherche présentées par la CAPEC, dans le cadre de la coopération BCEAO Universités et Centres de recherche, ont été sélectionnées par l'Agence nationale et soumises à l'approbation du Siège de la Banque Centrale pour financement. Il s'agit de la proposition de recherche sur « les caractéristiques des fluctuations des prix des matières premières agricoles et influence sur la croissance économique des pays de l'UEMOA » et de celle sur « l'offre et l'efficacité macroéconomique du crédit en Côte d'Ivoire ». Malheureusement, les propositions n'ont pas été retenues pour financement par le siège. Toutefois la BCEAO se propose d'aider les chercheurs à réaliser ces études en mettant à leur disposition les données dont ils auront besoin.

La CAPEC poursuit l'étude sur le Programme Communautaire de Développement (PCD) pour le compte de la CEDEAO. Les observations et les remarques des membres du Comité National sont prises en compte et le rapport final est en cours de rédaction. Les consultants de la CAPEC ont été invités à la réunion du Comité ad hoc du 1^{er} octobre 2009 sur la préparation de la matrice de cadre logique. La mise à la disposition des consultants des matrices, par les Ministères, permettra d'achever le travail. La confection de ces matrices est confiée à deux experts par le Comité National PCD. Le résultat de leur travail sera transmis aux consultants pour finaliser le Rapport.

La CAPEC a signé en octobre 2009 un contrat pour la réalisation de l'étude sur « l'harmonisation du cadre statistique des finances publiques dans l'espace CEDEAO » pour le compte de la CEDEAO. Les activités devraient débiter depuis le début du mois de novembre mais jusqu'en décembre 2009 elles n'ont pas commencé parce que le financement de démarrage n'est pas encore mis en place.

La CAPEC a remporté, suite à appel d'offres de l'UNICEF, une étude relative à « Evaluation de la Stratégie Accélérée pour la Survie et le Développement de l'Enfant ». Le contrat a été signé le 09 octobre 2009. L'exécution de l'étude a pris effet depuis la date de la signature du contrat et les travaux sont en cours.

La CAPEC a réalisé en octobre 2009 une étude sur « l'impact du relèvement du prélèvement compensatoire, instauré par la loi des finances de 2005 » pour le compte du Ministère de la Production Animale et des Ressources Halieutiques. La restitution des résultats de l'étude a eu lieu à l'atelier de planification stratégique organisé par le Ministère du 11 au 13 novembre 2009.

II- ACTIVITES DE COMMUNICATION ET DE VISIBILITE DE LA CAPEC

Plusieurs activités de communication et de visibilité ont été réalisées au cours de l'année 2009.

Des actions ont été menées pour accroître la visibilité de la Cellule en début de l'année 2009. Ainsi, il a été confectionné des kits de communication (stylos, porte-clés, agendas, etc.) qui ont été distribués, aux fins de maintenir les contacts avec les partenaires (Autorités politiques et administratives, opérateurs économiques, etc.).

La médiatisation des activités de la CAPEC a été assurée à chaque fois que l'occasion s'était présentée. Ainsi, la presse écrite et audiovisuelle a couvert les huit ateliers de formation organisés au cours de l'année au profit des cadres.

La CAPEC a organisé, le 29 janvier 2009, un premier atelier de concertation avec les points focaux. L'atelier a regroupé 10 participants sur les 15 points focaux désignés par les Ministères, le secteur privé et la Société Civile. Cette rencontre a permis aux points focaux (l'Administration à travers les points focaux des Ministères, le secteur privé et la Société Civile) d'exprimer les préoccupations de leurs départements ministériels ou de leurs secteurs d'activité. La rencontre a également permis de se faire une idée des études que les uns et les autres souhaiteraient que la CAPEC réalise.

Du 29 janvier au 04 février 2009, la CAPEC a été représentée par son Directeur et Dr ESSO Loesse Jacques, chercheur sur le Projet Programme de Développement Communautaire (PCD) à un séminaire organisé par la CEDEAO à Accra au Ghana. Ils ont par la même occasion pris part à deux séminaires qui ont été organisés sur les Accords de Partenariat Economique (APE) et le PCD.

La CAPEC a été représentée dans le courant du premier semestre à plusieurs manifestations. Ainsi, le Directeur de la CAPEC a participé le 29 février 2009, à Dakar, à la remise du prix Abdoulaye FADIGA pour la promotion de la recherche économique. Notons par ailleurs qu'il a été Président du Comité de lecture et membre du jury dudit prix.

La Cellule d'analyse de Politiques Economiques du CIRES a organisé une conférence de presse le 24 avril 2009, à l'occasion du séjour à Abidjan du Secrétaire exécutif par intérim de l'ACBF, Dr. FORLEMU Edwin, et du Directeur des Opérations pour l'Afrique du Nord et de l'ouest, Dr. Samba KA. Ces deux responsables étaient à Abidjan pour participer aux 6^{ème} assises du Forum africain de la régulation des services publics. Lors de cette conférence de presse, Dr FORLEMU a entretenu les journalistes sur les interventions de l'ACBF en Côte d'Ivoire et a annoncé la tenue de la Conférence des Gouverneurs de cette institution à Abidjan en septembre 2009. Le Directeur du CIRES qui est également membre du Comité de Pilotage de la CAPEC était présent à la conférence de presse. Le Président du Comité de Pilotage empêché en dernière minute n'a pas pu assister à la conférence de presse ainsi que le Directeur de la CAPEC qui était en congé.

Le Directeur Adjoint de la CAPEC a participé, le 17 juin 2009 au Colloque Panafricain Evènementiel sur le thème : Afrique – Oser une nouvelle voie. Ce colloque est organisé par les éditions l'Harmattan Côte

d'Ivoire et Gisèle DUTHEUIL autour du livre *A l'intelligentsia ivoirienne – Oser une nouvelle voie*. Alors que depuis des décennies, les politiques imposées à l'Afrique ont été des échecs, l'objectif du colloque est de proposer de nouvelles voies de développement pour le continent et singulièrement pour la côte d'Ivoire.

Du 14 au 24 septembre 2009, le Directeur a représenté la CAPEC à une série de réunion organisée par la CEDEAO à Abidjan. Il a ainsi pris part à l'Atelier de Formation sur la Base de Données de la Surveillance Multilatérale (ECOMAC) de la CEDEAO, à la réunion de création et de lancement du Réseau de Recherche de la CEDEAO et à la Première Réunion de Veille Stratégique sur la Crise Financière.

La CAPEC a été désignée par Arrêté du Ministre d'Etat, Ministre du Plan et du Développement comme membre du Comité Scientifique pour la préparation des Assemblées annuelles de la BAD qui se tiendront en 2010 en Côte d'Ivoire.

Des échanges sont en cours pour la signature d'une convention de partenariat entre CAPEC et le Ministère de la Communication. Cette convention permettra aux deux institutions d'envisager des émissions à caractère économique à diffuser sur les antennes de la RTI.

III AUTRES ACTIVITES

Outre les activités traditionnelles du programme de travail de la CAPEC et les activités de communication et de visibilité, d'autres ont été exécutées au cours de l'année 2009. Il s'agit des activités de gouvernance et d'administration et de celles de recherche de financement.

3.1- Gouvernance et administration

Au titre de la gouvernance et de l'administration, la Cellule d'Analyse de Politiques Economiques a réalisé en 2009 les activités suivantes :

- i) Préparation et organisation de deux réunions ordinaires du Comité de pilotage les 10 mars et 24 novembre 2009 et d'une réunion extraordinaire le 04 juin 2009.

La réunion ordinaire du Comité de Pilotage du 10 mars 2009 a été consacrée à quatre points, notamment l'examen du rapport d'audit de l'exercice clos le 30 juin 2007, l'examen et l'adoption du rapport d'activité 2008 et du programme d'activité 2009 révisé, l'adoption du plan de communication de la CAPEC III et l'évaluation du personnel.

A la réunion extraordinaire du 04 juin 2009, le Comité de Pilotage a examiné le rapport sur le point des activités réalisées de janvier à mai 2009 et les rapports d'audit des exercices clos le 31 décembre 2007 et le 31 décembre 2008. Les membres du Comité de Pilotage ont été informés par ailleurs du renouvellement des contrats du personnel.

La réunion ordinaire du Comité de Pilotage du 24 novembre 2009 a été consacrée à l'examen et l'adoption du programme d'activité 2010 de la CAPEC et à l'examen du point de réalisation des activités et de l'exécution budgétaire de la période de janvier à novembre de l'année 2009.

ii) Les audits de l'exercice clos le 31 décembre 2007 et le 31 décembre 2008 ont été réalisés par le Cabinet Audit Intercontinental, entre avril et mai 2009. Quatre recommandations ont été faites par le Cabinet. Il s'agit notamment de :

- la mise à jour du manuel des procédures administratives et financières,
- reparamétrage du progiciel de comptabilité pour le rendre plus opérationnel,
- récupération de la TVA payée à Côte d'Ivoire Télécom.

iii) La CAPEC a accueilli du 27 mars au 04 avril 2009, une mission de supervision de l'ACBF conduite par Dr. Samba KA, Directeur des Opérations de l'Afrique de l'Ouest et du Nord. Il était accompagné de M. Jules Roger Ketcha NZOUDJI, Administrateur des Décaissements à l'ACBF qui a travaillé avec le Responsable Administratif et Financier sur les aspects financiers et administratif du projet (plan de décaissement, vérification des rapports financiers, respect des procédures de recrutement du personnel et des consultants, etc.). La mission a eu également une séance de travail avec le Président du Comité de Pilotage de la CAPEC.

A l'issue de la mission, cinq recommandations essentielles ont été faites à la Direction de la CAPEC. La mission a recommandé de (i) recruter deux chercheurs seniors et deux chercheurs juniors au plus tard le 15 juin 2009, (ii) mobiliser la somme de 350 000 000 FCFA ordonnancée par l'Etat et les 170 000 000 FCFA non encore ordonnancés, (iii) ouvrir deux comptes séparés pour les fonds générés et les fonds de la contrepartie de l'Etat de Côte d'Ivoire, (iv) réviser les design des publications, et (v) réviser le manuel de procédures en ce qui concerne la cession du matériel usagé pour la généraliser à tous les bailleurs de fonds.

iv) La CAPEC a été représentée aux Journées de Consensus National organisées par la Convention de la Société Civile Ivoirienne tenues du 22 au 29 mai 2009. Elle a été invitée à ces journées en tant que personne ressource.

v) Le Directeur de la CAPEC a participé à l'atelier sur le Programme Economique Régional (PER) à l'invitation du Ministère de l'Economie et des finances. Il a par ailleurs pris part, du 11 au 12 juin 2009 à Cotonou, au Forum sur l'impact de la crise financière sur les pays de la CEDEAO organisé par la Communauté.

vi) La CAPEC a pris part en juin à la conférence sur le thème « la commission nationale de lutte contre les Armes Légères et de Petit Calibre (ALPC), ses missions, ses priorités, dans le cadre de la convention de la CEDEAO sur les armes légères et de petit calibre, leurs munitions et autres matériels connexes, le Traité international sur le Commerce des Armes (TCA) et le Plan d'action d'ECOSAP ». La conférence a été organisée par le Réseau d'Action sur les Armes légères en Afrique de l'Ouest, section Côte d'Ivoire (RASALAO-CI) en partenariat avec le Réseau des Journalistes pour la Paix et la Sécurité (RJPS).

vii) Les 18 et 19 septembre 2009, la CAPEC a aidé la Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique (ACBF) à organiser les Assemblées annuelles des Gouverneurs qui se sont tenues à

Abidjan. Une exposition des publications de la CAPEC a été réalisée à cette occasion et des plaquettes ont été distribuées aux participants à cette manifestation.

viii) Le Directeur de la CAPEC et la Chargée de la Communication et de la Visibilité ont rencontré, dans le courant du mois d'Octobre, le Ministre de la Communication. Ils ont échangé sur la possibilité d'une signature de convention de partenariat entre le Ministère de la Communication et la CAPEC. La Chargée de la Communication et de la Visibilité de la CAPEC et sa collègue du Ministère ont été chargées de préparer la convention.

ix) La CAPEC a publié un appel d'offres pour le recrutement de deux chercheurs seniors et deux chercheurs juniors. Un Comité ad hoc s'est réuni le 02 juin 2009 pour la sélection. Il était composé de la manière suivante :

Président :

- Prof. ASSEMIEN Alexandre, Directeur de Cabinet du Ministre d'Etat, Ministre du Plan et du Développement

Membres :

- Prof. Mama OUATTARA, Directeur du CIRES ;
- M. Olivier TANO, Secrétaire permanent du CNPE ; Ministère de l'Economie et des finances ;
- Prof. Aké G. M. N'GBO, Directeur de la CAPEC.

Le rapport du Comité ad hoc a été présenté aux membres de pilotage lors de la réunion du 04 juin 2009. Les membres du Comité de Pilotage ont félicité le comité ad hoc pour son professionnalisme et ont adopté les conclusions dudit rapport. Une demande de non objection a été sollicitée ensuite et obtenue de l'ACBF pour le recrutement de Dr. Wautabouna OUATTARA au poste de chercheur senior et de DR. BALLO Zié et AHOURE Alban Alphonse E aux postes de chercheur junior. Les trois chercheurs ont pris service le 27 juillet 2009.

x) La CAPEC a signé le 09 juin 2009 une convention cadre de partenariat avec le Bureau National d'Etudes Techniques et de Développement (BNETD). Cette convention cadre a pour objet de définir le cadre général de coopération entre les deux structures en vue de réaliser des projets communs, de participer conjointement à des appels d'offres au plan national et international, etc.

xi) La CAPEC a préparé un projet d'extension de ses locaux. Ce projet a été transmis au Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique qui s'est chargé de demander à ce que le projet soit inscrit au Programme d'Investissement Public triennal 2009-2011. Compte tenu du fait que le dossier est parvenu après le bouclage du budget 2009, les responsables du Programme d'Investissement Public ont différé son inscription au budget de 2011.

xii) Participation d'un chercheur de la CAPEC à la 7^{ème} Conférence Internationale Globe Lics 2009 qui s'est tenue à Dakar au Sénégal du 6 au 8 octobre 2009. Le Directeur invité comme panéliste n'a pu y participer pour des raisons de calendrier.

xiii) La CAPEC a participé le 20 octobre 2009, à la cérémonie de lancement des études de faisabilité du projet d'extension du port de San Pédro et d'amélioration de ses liaisons terrestres aux pays limitrophes (Guinée, Liberia et Mali).

3.2- Recherche de financement

La Cellule poursuit les démarches auprès des autorités de Côte d'Ivoire pour entrer en possession de la contrepartie ivoirienne du budget qui s'élève à **520 000 000 FCFA (cinq cent vingt millions de Francs CFA)**.

Elle a pu obtenir du gouvernement ivoirien un engagement cumulé de 350 000 000 FCFA (trois cent cinquante millions de francs CFA) en 2009.

La CAPEC a signé avec le Ministère de l'Economie et des Finances, le 23 novembre 2009, une convention d'assistance technique d'un montant annuel de **100 000 000 FCFA (cent millions de francs CFA)**.

Des démarches seront entreprises auprès d'autres bailleurs de fonds en 2010 pour tenter de mobiliser les ressources additionnelles nécessaires.

IV- EXECUTION BUDGETAIRE EN 2009

Sur un budget total de 348 546 250 FCFA adopté pour l'année 2009, 247 975 335 FCFA ont été dépensées, soit un taux d'exécution de 71,15% (cf. détail en annexe). Le taux d'exécution le plus faible a été celui de la rubrique « Activités du programme » qui n'a été que de 44,74%.

Le taux de cette rubrique est faible parce que le budget programmé pour les études et recherche n'a été exécuté qu'à hauteur de 22,8%. Cela s'explique par le fait que la collecte des données n'a pas été effectuée alors que 3 000 000 FCFA ont été réservés à cet effet. Par ailleurs, sur les 10 000 000 FCFA budgétisés pour les honoraires des consultants, seulement 3 700 000 FCFA ont été dépensés parce que des études n'ont pas été confiées à des consultants extérieurs en 2009.

Le faible taux d'exécution de la rubrique « Activités du programme » s'explique aussi par le fait que le budget de documentation et publication n'a été exécuté qu'à hauteur de 22,2%. La plupart des activités prévues sous cette rubrique n'ont pas été réalisées. L'abonnement électronique aux revues n'a pas été effectué malgré la demande et plusieurs de EconLit. Par ailleurs, le budget de la ligne documentation a très utilisé à cause de la stratégie adoptée par la CAPEC qui consiste à éditer un nombre limité de documents pour les partenaires et mettre les publications en ligne pour le grand public. Cela a permis d'économiser sur le volet publication en dépensant moins pour l'achat des consommables. Ainsi, sur un total de 20 950 000 FCFA programmé pour la documentation et publication, seulement 4 663 000 ont été dépensés.

Pour éviter des faibles taux d'exécution, les activités dont la réalisation n'est pas sûre au cours de l'année verront leur programmation révisée, dans le cadre des modifications du programme et de budget en cours d'année.

Exécution budgétaire de l'année 2009 (FCFA)

Rubriques	Budget total	Dépenses financées par :			Total dépenses	Taux d'exécution
		ACBF	Etat	Fonds propres		
1. Activité du programme	103 215 000	36 422 009	9 761 325	0	46 183 334	44,74
1.1 Recherche et Etudes	16 700 000	3 480 000	500 000	0	3 980 000	23,83
1.2 Formation	28 765 000	26 587 230	1 179 075	0	27 766 305	96,53
1.3 Interface	36 800 000	3 096 500	6 677 500	0	9 774 000	26,56
1.4 Documentation et Publication	20 950 000	3 258 279	1 404 750	0	4 663 029	22,26
2. Dépenses d'équipement	15 090 000	1 603 500	6 265 715	0	7 869 215	52,15
3. Coûts administratifs	138 580 000	95 280 842	407 394	11 330 000	107 018 236	77,22
3.1 Cadres	83 160 000	54 828 406	0	6 190 000	61 018 406	73,37
3.2 Personnel de soutien	55 420 000	40 452 436	407 394	5 140 000	45 999 830	83,00
4. Coûts de fonctionnement	83 661250	27 937 186	50 051 269	30 710	78 019 165	93,26
Fonds non alloués	8 000 000	6 750 325	2 135 060	0	8 885 385	111,07
Total Global	348 546 250	167 993 862	68 620 763	11 360 710	247 975 335	71,15

V- PERFORMANCES

La Cellule d'Analyse des Politique Economique, en 2009, a réalisé neuf (9) études sur les dix (10) prévues dans le programme d'activité, soit un taux de réalisation de 90%. Une étude n'est pas achevée pour des raisons de données.

Concernant les publications, les études de 2008 ont été publiées entre janvier et novembre 2009. Ainsi, 11 PED, 11 BUPED et 23 LPE ont été publiés. Cet effort doit se poursuivre en 2010 afin de publier régulièrement les travaux.

Concernant la formation, les huit (8) ateliers programmés ont été organisés, soit un taux de réalisation de 100%. La CAPEC a formé 270 auditeurs contre 256 attendus en 2009, soit un surplus de 14 participants. On peut donc dire que l'objectif, en ce qui concerne l'activité de renforcement des capacités, a été largement atteint.

Concernant les études à titre onéreux, des efforts ont été réalisés en soumissionnant à des appels d'offres. Les réponses à certaines de ces offres de services ne sont pas encore connues. Le projet a cependant remporté trois appels d'offres dans le courant de l'année 2009.

Des efforts ont été déployés pour rechercher des ressources additionnelles mais les résultats ont été négatifs. D'autres démarches seront entamées dès le début de l'année 2010 auprès d'autres bailleurs de fonds pour la mobilisation des fonds additionnels.

Parallèlement aux actions menées en direction des bailleurs de fonds, la CAPEC a poursuivi les démarches auprès des autorités pour mobiliser la contrepartie ivoirienne du budget. Ces démarches ont permis de faire engager, de manière cumulée, 350 000 000 FCFA (trois cent cinquante millions de francs CFA) au profit de la CAPEC. Pour l'année 2010, 70 000 000 millions (**soixante dix millions de francs CFA sont engagés**). Après des démarches auprès du trésorier payeur, ce dernier a été transmis à l'ACCT. Nous sommes en attente de Rendez-vous.

Au niveau de la communication et de la visibilité, une convention de partenariat a été signée avec le BNETD et une convention d'assistance technique avec le Ministère de l'Economie et des Finances. Des échanges sont en cours avec le Ministère de la Communication pour la signature d'une convention de partenariat avec ce Département.

Le taux d'exécution du budget a été seulement de 71,15% à cause des activités qui ont été inscrites mais pas réalisées en 2009. Pour remédier à cette situation, à l'avenir, la programmation des activités dont la réalisation n'est pas sûre sera revue en cours d'année dans le cadre des modifications budgétaires et de programme.

CONCLUSION

En conclusion, on peut noter que les objectifs du programme d'activité 2009 ont été atteints presque tous.

Des efforts doivent être poursuivis cependant au niveau de la recherche de financement. Cela permettra d'envisager des chercheurs associés pour élargir le champ de spécialités de la CAPEC et accroître ses activités.

ANNEXE 1 : RESUME DES ATELIERS DE FORMATION

Atelier 1 : Statistiques et politique de sécurité

Date : du 20 au 21 avril 2009 dans la salle des séminaires du CIRES

Objectif général de l'atelier : Apprendre aux participants comment analyser et représenter les données pour les faire « parler » en utilisant les outils de base des statistiques.

Objectif spécifiques :

- Elaboration d'une base de données sur la sécurité ;
- Analyse de données ;

Nombre de participants : 34

La formation a été organisée exclusivement pour les agents du Centre de Commandement pour les Opérations de Sécurité (CECOS).

Atelier 2 : Processus d'élaboration des projets à inscrire au Programme d'Investissements Publics (PIP)

Date : du 22 au 23 avril 2009 dans la salle des séminaires du CIRES

Objectif général de l'atelier : Instruire sur les caractéristiques essentielles d'un projet d'investissement public à inscrire au PIP

Objectif spécifiques :

- Montrer aux participants les étapes du processus d'élaboration du PIP ;
- Instruire les participants sur les caractéristiques principaux des projets d'investissements publics ;
- Spécifier les fonctions des acteurs impliqués dans l'élaboration du PIP ;
- Apprendre aux participants à remplir une fiche projet d'investissements publics.

Nombre de participants : 42 dont dix femmes

Répartition des participants par structure (en %)

Structure	Effectif	Pourcentages
Ministère des mines et de l'énergie	2	4,8
Fonds d'Entretien Routier (FER)	1	2,4
Bureau National d'Etudes Techniques et de Développement (BNETD)	1	2,4
Institut National de la Statistique (INS)	1	2,4
Ministère de l'Agriculture	2	4,8
Ministère de l'Intérieur	2	4,8
Ministère de la Production Animale et des Ressources Halieutiques	2	4,8
Ministère de l'Environnement et des Eaux et Forêts	2	4,8
Fonds de Garantie des Coopératives Café Cacao (FGCCC)	2	4,8
Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique	4	9,5
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	3	7,1
Ministère de l'Education Nationale	6	14,3
Université de Cocody	2	4,8
Ministère de la Défense	3	7,1
Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation professionnelle	3	7,1
Ministère de l'Industrie et de la Promotion du secteur Privé	2	4,8
Le nouveau Réveil	1	2,4
Notre Voie	1	2,4
Soir Info	1	2,4
Fraternité Matin	1	2,4
Total	42	100

Atelier 3 : Système de gestion par les résultats

Date : du 25 au 26 mai 2009 dans la salle des séminaires du CIRES

Objectif général de l'atelier : Accroître le niveau de connaissance des outils de la gestion, par les résultats des dirigeants ou gestionnaires des organisations publiques ou privées.

Objectif spécifiques :

- Présenter le concept de gestion par les résultats ;
- Présenter et favoriser les échanges sur le processus de gestion par les résultats ;
- Discuter des exemples d'utilisation de cette méthode de gestion dans le monde ;
- Offrir aux participants un document de base pouvant servir à l'analyse et à l'utilisation de ce mode de gestion dans leurs organisations.

Nombre de participants : 31 dont 13 femmes.

Répartition des participants par structure (en %)

	Effectif	Pourcentages
Fédération Nationale des Industries et Services de Côte d'Ivoire (FNISCI)	2	6,5
Université de Cocody	1	3,2
Ministère d'Etat, Ministère du Plan et du Développement	1	3,2
Ministère de la Fonction Publique et de l'Emploi	1	3,2
Ministère de l'Economie et des Finances	1	3,2
Bureau National d'Etudes Techniques et de Développement (BNETD)	1	3,2
Fédération Ivoirienne des Petites et Moyennes Entreprises (FI-PME)	1	3,2
Réseau d'action sur es armes légères en Afrique de l'Ouest section Côte d'Ivoire	3	9,7
Institut National de la Statistique (INS)	1	3,2
Nord-Sud Quotidien	1	3,2
Programme Spécial de Transfert de la Capital à Yamoussoukro (PSTCY)	1	3,2
Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire (CCI)	1	3,2
Centre National de Recherches Agronomiques (CNRA)	1	3,2
Centre de Promotion de l'Investissement en Côte d'Ivoire (CEPICI)	1	3,2
Autorité Nationale de Régulation du Secteur de l'Electricité (ANARE)	1	3,2
Syndicat National des Cadres Supérieurs de la Santé de Côte d'Ivoire	1	3,2
Université d'Abobo-Adjamé	1	3,2
Mutuelle Médicale des Agents de la Direction Générale des Impôts	1	3,2
Confédération des Syndicats Libres de Côte d'Ivoire (DIGNITE)	1	3,2
Univesité de Bouaké	2	6,5
Notre Voie	1	3,2
L'Inter	1	3,2
Le Journal de l'Economie	1	3,2
Le Patriote	1	3,2
Union Générale des Travailleurs de Côte d'Ivoire (UGTCI)	1	3,2
Union Générale des consommateurs de Côte d'Ivoire	1	3,2
Fraternité Matin	1	3,2
Total	31	100,0

Atelier 4 : Analyse et interprétation des indicateurs économiques

Date : du 27 au 28 mai 2009 dans la salle des séminaires du CIRES

Objectif général de l'atelier : Amener les participants à se familiariser avec les principaux indicateurs économiques.

Objectif spécifiques : il s'agit d'amener les participants à :

- Connaître comment mesurer des différents indicateurs économiques ;
- Analyser et interpréter les indicateurs économiques ;
- Analyser les relations économiques internationales.

Nombre de participants : 35 dont 2 femmes.

Répartition des participants par structure (en %)

	Effectif	Pourcentages
Fédération Ivoirienne des Syndicats des Mines-Métaux-Carières et connexes (FISMECA)	1	2,9
Agence Ivoirienne de Presse (AIP)	2	5,7
Fédération des Associations des consommateurs Actifs de Côte d'Ivoire (FACACI)	2	5,7
Coordination Nationale des Enseignants du Supérieur et des Chercheurs (CNEC)	1	2,9
Chambre Nationale des Métiers de Cote d'Ivoire (CNMCI)	1	2,9
Chambre Nationale d'Agriculture de Côte d'Ivoire	1	2,9
Forum des Consommateurs de Côte d'Ivoire (FOCONS-CI)	2	5,7
Union Générale des Travailleurs de Côte d'Ivoire (UGTCI)	2	5,7
Fédération Nationale des commerçants de Côte d'Ivoire (FENACCI)	1	2,9
Ministère de la Solidarité et des Victimes de Guerre	3	8,6
Association ivoirienne des Consommateurs	2	5,7
Fédération ses Syndicats Autonomes de côte d'Ivoire (FESACI)	2	5,7
Syndicat National de la Recherche et de l'Enseignement supérieur (SYNARES)	3	8,6
Syndicat National des Cadres Supérieurs de la santé de côte d'Ivoire (SYNACASS-CI)	1	2,9
Convention de la Société Civile Ivoirienne (CSCI)	2	5,7
Syndicat National des Agents du FISC (SYNAFISC)	1	2,9
Notre voie	2	5,7
L'Inter	1	2,9
Le journal de l'Economie	2	5,7
Union Générale des consommateurs de Côte d'Ivoire (UGCCI)	2	5,7
Programme spéciale de transfert de la Capitale à Yamoussoukro	1	2,9
Total	35	100,0

Atelier 5 : Décentralisation en Côte d'Ivoire : un bilan du fonctionnement des Conseils Généraux et Districts

Date : du 07 au 08 septembre 2009 à Mantchan Hôtel – Grand-Bassam

Objectif général de l'atelier : faire un bilan du fonctionnement et des réalisations des Conseils Généraux et Districts de Côte d'Ivoire

Objectifs spécifiques :

- Analyser les prévisions de recettes et de dépenses ;
- Analyser le recouvrement des recettes et l'exécution des dépenses ;
- Discuter des contraintes liées au recouvrement des recettes et à l'exécution budgétaire.

Nombre de participants : 39 dont 1 femme

Répartition des participants par structure

	Effectif	Pourcentages
Conseils Généraux	30	76,9
Districts	2	5,1
Programme Spécial de Transfert de la Capital à Yamoussokro (PSTCY)	1	2,6
Ministère de l'économie et des Finances	4	10,3
Ministère de l'Intérieur	1	2,6
Presse	1	2,6
Total	39	100,0

Atelier 6 : Méthodes d'évaluation des programmes de développement**Date :** du 09 au 10 septembre 2009 à Mantchan Hôtel de Grand-Bassam**Objectif général de l'atelier :** renforcer les capacités des responsables de la Programmation et du Suivi et Evaluation des administrations publiques et privées en matière des méthodes d'évaluation des programmes de développement.**Objectifs spécifiques :**

- présenter la problématique de l'évaluation des programmes de développement ;
- favoriser les échanges sur les méthodes d'évaluation des programmes de développement ;
- traiter et discuter des exemples d'utilisation de des méthodes d'évaluation (cas pratiques) ;
- offrir aux participants un document de base pour l'analyse et à l'utilisation de ces méthodes.

Nombre de participants : 38 dont 4 femmes

Répartition des participants par structure

	Effectif	Pourcentages
Primature	2	5,3
Ministère d'Etat, Ministère du Plan et du Développement	2	5,3
Ministère de l'économie et des Finances	4	10,5
Ministère de l'Industrie et de la Promotion du secteur Privé	1	2,6
Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique	3	7,9
Ministère des Infrastructures Economiques	2	5,3
Ministère de l'Agriculture	2	5,3
Ministère de la Production Animale et des Ressources Halieutiques	2	5,3
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	2	5,3
Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation professionnelle	2	5,3
Ministère de l'Environnement, des eaux et Forêts	2	5,3
Ministère des Mines et de l'Energie	2	5,3
Ministère du Tourisme et de l'Artisanat	1	2,6
Ministère de la Lutte contre le SIDA	1	2,6
Ministère de l'Intérieur	1	2,6
Port Autonome de San-Pédro	1	2,6
Bureau National d'Etudes Techniques et de Développement	1	2,6
Centre pour la Promotion des Investissements en côte d'Ivoire	1	2,6
Programme Spécial de Transfert de la Capital à Yamoussokro	1	2,6
Université de Cocody	1	2,6
Convention de la Société Civile	1	2,6
Presse	3	7,9
Total	38	100,0

Atelier 7 : Pratique de la prospective et planification

Date : du 26 au 27 octobre 2009 à Mantchan Hôtel de Grand-Bassam

Objectif général de l'atelier : sensibiliser les cadres de l'administration publique et des structures de l'Etat, chargés de la planification, sur l'importance des études prospectives en tant qu'instrument indispensable du processus de décisions.

Objectifs spécifiques :

- familiariser les participants avec les concepts, caractéristiques, l'objet et l'esprit de la prospective ;
- expliquer aux participants la démarche prospective ;
- présenter aux participants quelques outils d'analyse utilisés pour les études prospectives.

Nombre de participants : 25 dont 5 femmes

Répartition des participants par structure

	Effectif	Pourcentages
Primature	1	4
Bureau National de la Prospective	1	4
Ministère de l'économie et des Finances	1	4
Ministère des Infrastructures Economiques	2	8
Ministère de l'Education Nationale	2	8
Ministère de l'Agriculture	2	8
Ministère de la Production Animale et des Ressources Halieutiques	1	4
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	2	8
Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation professionnelle	2	8
Ministère de l'Environnement, des eaux et Forêts	2	8
Ministère de l'Industrie et de la Promotion du secteur Privé	1	4
Bureau National d'Etudes Techniques et de Développement	1	4
Société pour le Développement Minier de la Côte d'Ivoire	1	4
Société d'Opération Ivoirienne d'Electricité (SOPIE)	1	4
Agence des Télécommunications de Côte d'Ivoire	1	4
Presse	4	16
Total	25	100

Atelier 8 : Circuit de dépenses du budget de l'Etat**Date** : du 28 au 29 octobre 2009 à Mantchan Hôtel de Grand-Bassam**Objectif général de l'atelier** :**Objectifs spécifiques** :**Répartition des participants par Institution** : 26 participants dont 1 femme

	Effectif	Pourcentages
Assemblée Nationale	15	57,7
Conseil Economique et Socila	9	34,6
Presse	2	7,7
Total	26	100,0

ANNEXE 2 : EXECUTION BUDGETAIRE

EXECUTION DU BUDGET 2009
(période du 01/01/2009 au 31/12/2009)

COMMENTAIRES :

Analyse des rubriques budgétaires ci-dessous désignées :

- **1) ACTIVITES DU PROGRAMME**

Le budget de cette rubrique est de 103 215 000 FCFA.

Les dépenses effectuées au cours des 12 mois s'élèvent à 46 183 334 FCFA.

Soit un pourcentage d'exécution de 44,74%.

L'écart budgétaire est de 57 031 666 FCFA.

Sur huit ateliers de formation programmés, 08 ont été réalisés plus un atelier de Dialogue.

Le pourcentage d'exécution est faible parce que les sous-rubriques désignées ci-dessous n'ont pas encore été exécutées:

- . Collecte de données ;
- . Petit déjeuner de presse ;
- . Mission/mobilisation des ressources ;
- . Publications et documentation
- Etc...

- **2) DEPENSES D'EQUIPEMENT**

Le budget de cette rubrique est de 15 090 000 FCFA.

Les dépenses effectuées au cours des 12 mois s'élèvent à 7 869 215 FCFA.

Soit un pourcentage d'exécution de 52,15%.

L'écart budgétaire est de 7 220 785 FCFA.

L'écart budgétaire s'explique aussi par le fait que l'acquisition du matériel de froid n'est pas encore acquit. Il est en cours d'exécution.

- **3a) COUTS ADMINISTRATIFS ET**

Le budget de cette rubrique est de 138 580 000 F CFA.

Les dépenses effectuées au cours des 12 mois s'élèvent à 107 018 236 FCFA.

Soit un pourcentage d'exécution de 77,22%.

L'écart budgétaire est de 31 561 764 FCFA.

Il s'explique du fait qu'un Chercheur senior et les deux chercheurs juniors ont été recrutés en juin, mais ont pris fonction en juillet 2009.

Ainsi, leur masse salariale des mois précédents n'a pas été entamées.

- **3b) COUTS DE FONCTIONNEMENT**

Le budget de cette rubrique est de 83 661 250 FCFA.

Les dépenses effectuées au cours des 12 mois s'élèvent à 78 019 165 FCFA.

Soit un pourcentage d'exécution de 93,26%.

L'écart budgétaire est de 5 642 085 FCFA.

- **5) FONDS NON ALLOUES**

Le budget de cette rubrique est de 8 000 000 FCFA.

Les dépenses effectuées au cours des 12 mois s'élèvent à 8 885 385 FCFA.

Soit un pourcentage d'exécution de 111,07%.

L'écart budgétaire est négatif de 885 385 FCFA.

Cela s'explique du fait qu'il ya eu plus de mission effectuée que prévue au cours de l'année.

CONCLUSION

Sur un budget global modifié de **348 546 250 FCFA** couvrant 12 mois d'exercice, **247 975 335 FCFA** ont été exécutés au cours des 12 mois d'exercice.

Le pourcentage d'exécution est de 71,15 %.

L'écart budgétaire est de 100 570 915 FCFA.

Le pourcentage d'exécution s'explique par le fait que certaines activités n'ont pas encore été exécutées notamment le petit déjeuner de presse, la Mission de mobilisation des ressources et les Publications et Documentation. Le Chercheur senior ainsi que les deux chercheurs juniors qui ont été recrutés, leur masse salariale n'a pas été entamée au cours des mois précédents.

(voir ci-joint le tableau d'exécution provisoire)

ANNEXE 3 : CALENDRIER DU SEMINAIRE DE DISSEMINATION

SEMINAIRE DE DISSEMINATION DES RESULTATS DE LA RECHERCHE DE LA CAPEC

Thème :

La croissance en Côte d'Ivoire : déterminants, financement et impact sur la pauvreté

Date : Jeudi 17 décembre 2009

Lieu : Golf Hôtel d'Abidjan

- 08h00 - 9h00 : Accueil et installation des invités
09h00 : Arrivée du Parrain
09h00 - 09h10 : Projection du film institutionnel de la CAPEC
09h10 - 09h20 : Mot de Bienvenue du Directeur de la CAPEC
09h20 - 09h30 : Mot d'ouverture du Parrain
09h30 - 09h40 : PAUSE CAFE

COMMUNICATION N° 1 : DEPENSES PUBLIQUES, NIVEAU DE VIE ET CROISSANCE ECONOMIQUE EN COTE D'IVOIRE

(Dr. KEHO Yaya)

- 09h40 - 10h10 : - Rôle des investissements publics dans la promotion de l'investissement privé en Côte d'Ivoire.
- Effets des actions discrétionnaires des politiques budgétaires sur la croissance économique en Côte d'Ivoire.
- Investissements publics, niveau de vie et croissance économique en Côte d'Ivoire.

Modérateur : Prof. PEGATIENAN HIEY JACQUES, Secrétaire permanent du Bureau National de la Prospective, Ministère d'Etat, Ministère du Plan et du Développement

- 10h10 - 10h40 : ECHANGES

COMMUNICATION N° 2 : INVESTISSEMENTS, PAUVRETE ET CROISSANCE EN COTE D'IVOIRE

(Dr ESSO Loesse Jacques)

- 10h40 - 11h10 : - Investissements directs étrangers et croissance économique en Côte d'Ivoire.
- Développement financier et inégalités de revenus en Côte d'Ivoire.
- La croissance en Côte d'Ivoire est-elle en faveur des pauvres ?

Modérateur : M. TANOI OLIVIER, Secrétaire permanent du CNPE, Ministère de l'Economie et des Finances

- 11h10 - 11h40 : ECHANGES

COMMUNICATION N° 3 : POLITIQUES PUBLIQUES ET CROISSANCE ECONOMIQUE EN COTE D'IVOIRE

(Dr NGARESSEUM Deuro)

- 11h40 - 12h10 : - Secteur public et croissance de l'économie ivoirienne.
- Déficit budgétaire, croissance et inflation.
- Inflation et croissance économique en Côte d'Ivoire.

Modérateur : Prof Mama OUATTARA, Directeur du CIRES

- 12h10 - 12h40 : ECHANGES

- 12h40 - 12h45 : Mot de remerciement du Directeur de la CAPEC
12h45 - 12h50 : Mot de clôture
13h00 : Cocktail et fin de la cérémonie